

La lettre hebdomadaire d'informations juridiques de la Délégation des Barreaux de France

Pour plus d'informations : [www.dbfbruxelles.eu](http://www.dbfbruxelles.eu)

n°683

Du 13 au 19 septembre 2013

## Sommaire

[Concurrence](#)  
[Economie / Finances](#)  
[Institutions](#)  
[Justice](#)  
[Santé](#)

## RENCONTRES EUROPEENNES – VENDREDI 27 SEPTEMBRE - BRUXELLES



RENCONTRES EUROPÉENNES  
VENDREDI 27 SEPTEMBRE 2013  
PRATIQUE DU LOBBYING PAR L'AVOCAT

Programme complet en ligne :  
cliquer [ICI](#)

Pour vous inscrire :  
[valerie.haupt@dbfbruxelles.eu](mailto:valerie.haupt@dbfbruxelles.eu)

ou bien directement sur le site Internet de la  
Délégation des Barreaux de France :  
<http://www.dbfbruxelles.eu/inscription.htm>

## COLLOQUE – JEUDI 17 OCTOBRE - BRUXELLES



COLLOQUE  
AVOCATS, ACTEURS CLÉS DE  
L'ESPACE EUROPEEN DE JUSTICE

Programme en ligne : cliquer [ICI](#)

Pour vous inscrire :  
[valerie.haupt@dbfbruxelles.eu](mailto:valerie.haupt@dbfbruxelles.eu)

ou bien directement sur le site Internet de la  
Délégation des Barreaux de France :  
<http://www.dbfbruxelles.eu/inscriptioncolloque.htm>

[Appels d'offres](#)  
[Publications](#)  
[Manifestations](#)

**Notification préalable d'une concentration Aena Internacional / Axa PE / LLAGL (5 septembre)**

La Commission européenne a reçu notification, le 5 septembre dernier, d'un [projet de concentration](#) par lequel les entreprises Aena Desarrollo Internacional S.A. (« Aena Internacional », Espagne) et AXA Investment Managers Private Equity S.A. (« AXA PE », France) souhaitent acquérir le contrôle en commun de l'entreprise London Luton Airport Group Limited (« LLAGL », Royaume-Uni) par achat d'actions. Aena Internacional gère des infrastructures aéroportuaires. AXA PE est une société de capital-investissement et de gestion d'actifs. LLAGL gère et exploite l'aéroport londonien de Luton. Les tiers intéressés sont invités à soumettre leurs observations, avant le 23 septembre 2013, par télécopie au 0032 2 296 43 01, par courrier électronique à l'adresse suivante : [COMP-MERGER-REGISTRY@ec.europa.eu](mailto:COMP-MERGER-REGISTRY@ec.europa.eu) ou par courrier, sous la référence COMP/M.7008 – Aena Internacional/AXA PE/LLAGL, à l'adresse suivante : Commission européenne, Direction générale de la concurrence, Greffe des concentrations, Place Madou 1, 1210 Bruxelles. (SE)

**Notification préalable d'une concentration BNP Paribas Fortis / Belgacom / Belgian Mobile Wallet (6 septembre)**

La Commission européenne a reçu notification, le 6 septembre dernier, d'un [projet de concentration](#) par lequel les entreprises BNP Paribas Fortis S.A./N.V. (« BNP Paribas Fortis », Belgique) et Belgacom S.A./N.V. (« Belgacom », Belgique) souhaitent acquérir le contrôle en commun de Belgian Mobile Wallet JV (« Belgian Mobile Wallet », Belgique) par achat d'actions dans une société nouvellement créée constituant une entreprise commune. BNP Paribas Fortis fournit des services bancaires et financiers. Belgacom est une société active dans le secteur des télécommunications fixes et mobiles. Belgian Mobile Wallet fournit au détail des plateformes de portefeuilles mobiles, de services de marketing mobiles ainsi que des services d'analyse de données et de services de stockage de tickets. Les tiers intéressés sont invités à soumettre leurs observations, avant le 24 septembre 2013, par télécopie au 0032 2 296 43 01, par courrier électronique à l'adresse suivante : [COMP-MERGER-REGISTRY@ec.europa.eu](mailto:COMP-MERGER-REGISTRY@ec.europa.eu) ou par courrier, sous la référence COMP/M.6967 – BNP Paribas Fortis/Belgacom/Belgian Mobile Wallet, à l'adresse suivante : Commission européenne, Direction générale de la concurrence, Greffe des concentrations, Place Madou 1, 1210 Bruxelles. (SE)

[Haut de page](#)

**Indices de référence / Secteur financier / Proposition de règlement (18 septembre)**

La Commission européenne a présenté, le 18 septembre dernier, une [proposition de règlement](#) concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers (disponible uniquement en anglais). Cette proposition a pour objectif de garantir l'intégrité des indices de référence utilisés dans le secteur financier pour mesurer, notamment, le prix d'un instrument financier ou la performance d'un fonds d'investissement. Elle couvre un large éventail d'indices et vise à remédier, à chaque étape de la production et de l'utilisation de ces derniers, aux problèmes de manipulation qui peuvent se poser. La proposition améliorerait, tout d'abord, la gouvernance et les contrôles exercés sur le processus d'établissement des indices de référence, grâce à une procédure d'autorisation préalable et de surveillance à l'échelle nationale et européenne. Elle garantirait, par ailleurs, la qualité des données et des méthodes utilisées par les administrateurs. Enfin, une protection adéquate des consommateurs et des investisseurs utilisant ces indices serait assurée grâce à l'amélioration de la transparence des données utilisées pour le calcul des indices. (SE)

**Mesure des résultats de l'innovation / Outil statistique / Communication (13 septembre)**

La Commission européenne a présenté, le 13 septembre dernier, une [communication](#) intitulée « Mesurer les résultats de l'innovation : vers un nouvel indicateur » (disponible uniquement en anglais). Celle-ci présente un nouvel indicateur destiné à mesurer l'impact des politiques en matière d'innovation et à compléter le tableau de bord de la recherche et de l'innovation publié chaque année. Le nouvel indicateur prend, notamment, en compte l'innovation technologique mesurée par le nombre de brevets déposés. Il prend, également, en considération la structure économique des Etats membres et des partenaires internationaux et, en particulier, la proportion des emplois à forte intensité de connaissances, ainsi que la compétitivité à forte intensité des biens et des services dans ces secteurs. Il intègre, enfin, le taux d'emploi dans les sociétés à forte croissance issues de secteurs innovants. Cet indicateur permettra d'établir un classement des Etats membres et de leurs partenaires internationaux en fonction de leurs performances respectives. La communication est accompagnée d'un [document de travail](#) intitulé « Développer un indicateur des résultats de l'innovation » (disponible uniquement en anglais), qui illustre les premiers résultats du nouvel indicateur pour les années 2010 et 2011 et leurs implications en se basant sur les données utilisées pour établir l'indicateur composite proposé. (JL)

[Haut de page](#)

**Tribunal de l'Union européenne / Elections / Président / Vice-Président (16 septembre)**

Marc Jaeger, de nationalité luxembourgeoise, a été réélu, le 16 septembre dernier, Président du Tribunal de l'Union européenne pour un troisième mandat allant jusqu'au 31 août 2016. Par ailleurs, Heikki Kanninen, de nationalité finlandaise, a été élu, le 17 septembre dernier, Vice-Président du Tribunal de l'Union européenne pour la même période. (SE) [Pour plus d'informations](#)

[Haut de page](#)

## JUSTICE, LIBERTE ET SECURITE

**Commission européenne / DG « Justice » / Appel à propositions spécifique / Programme « Daphne III » (6 septembre)**

La Commission européenne a lancé un [appel à propositions](#) s'inscrivant dans le cadre du programme de financement « Daphne III » (disponible uniquement en anglais). Ce programme concerne la lutte contre la violence envers les enfants, les jeunes et les femmes ainsi que la protection des victimes et des groupes à risque. Cet appel vise à octroyer des subventions à des projets transnationaux qui répondent aux objectifs de ce programme. La date limite de réception des propositions est fixée au 30 octobre 2013. (SE) [Pour plus d'informations](#)

**Commission européenne / DG « Justice » / Appel à propositions spécifique / Programme « Justice pénale » (4 septembre)**

La Commission européenne a publié un [appel à propositions](#) spécifique concernant le programme de financement européen « Justice pénale – Formation judiciaire européenne » (disponible uniquement en anglais). Cet appel à propositions vise à octroyer des subventions à des projets transnationaux et nationaux prioritaires portant sur la formation en droit européen en matière de mise en œuvre et d'application des instruments juridiques et des politiques de l'Union européenne dans le domaine de la justice pénale, ainsi que sur les connaissances, par les praticiens, des systèmes juridiques des autres Etats membres. Ces formations doivent s'adresser en priorité aux juges et aux procureurs, ou à toute autre profession juridique. La date limite de réception des propositions est fixée au **2 octobre 2013**. [Pour plus d'informations](#). (JL)

**Commission européenne / DG « Justice » / Appel à manifestation d'intérêt / Expert indépendant « Liberté, Sécurité, Justice » (19 juillet)**

La Commission européenne a publié un [appel à manifestation d'intérêt](#) visant à créer une base de données d'experts indépendants susceptibles d'assister la Commission dans la mise en œuvre de ses programmes en matière de liberté, sécurité et justice. Elle cherche, en particulier, des experts ayant des compétences dans les domaines suivants : le Fonds européen pour les réfugiés ; le Fonds européen pour les frontières extérieures ; le Fonds européen d'intégration des ressortissants de pays tiers ; la justice civile ; la justice pénale ; la prévention de la consommation de drogue et l'information du public ; la lutte contre la violence (Programme Daphné) ; les droits fondamentaux et la citoyenneté ; la protection des données personnelles ; la prévention et la lutte contre la criminalité ; la prévention, la préparation et l'analyse des conséquences en matière de terrorisme et autres atteintes à la sécurité. Les candidats doivent satisfaire les critères suivants : disposer au moins d'une licence universitaire leur permettant de mener des études post-universitaires ou, à titre exceptionnel, être en mesure de prouver qu'ils disposent d'une expérience professionnelle équivalente dans le domaine concerné ; avoir une expérience professionnelle ou avoir effectué des travaux de recherche pendant au moins 7 ans dans le domaine concerné ; disposer de compétences dans au moins une des langues de travail de la Commission européenne (anglais, français et allemand) et avoir une bonne connaissance d'une ou de plusieurs autres langues officielles de l'Union européenne. Les personnes physiques ou morales intéressées peuvent envoyer leur candidature, avant le **31 mars 2014**, en remplissant le formulaire de candidature en ligne. (JL)

[Haut de page](#)

## SANTE

**Lutte contre les substances psychoactives / Propositions de règlement et de directive (17 septembre)**

La Commission européenne a présenté, le 17 septembre dernier, une [proposition de règlement](#) sur les nouvelles substances psychoactives et une [proposition de directive](#) révisant la décision-cadre 2004/757/JAI concernant l'établissement des dispositions minimales relatives aux éléments constitutifs des infractions pénales et des sanctions applicables dans le domaine du trafic de drogue (disponibles uniquement en anglais). Ces mesures visent à renforcer la capacité de l'Union européenne à lutter contre les substances psychoactives nocives et à accélérer sa capacité de réaction dans ce domaine. Elles prévoient, notamment,

une procédure rapide qui permettrait de retirer facilement ces substances du marché. Le nouveau système reposerait, par ailleurs, sur une approche proportionnée tenant compte des utilisations industrielles et commerciales légitimes de la substance concernée. (SE)

[Haut de page](#)



# Les appels d'offres

## SELECTION DE LA DBF

Les appels d'offres repris ci-dessous ont été sélectionnés par la Délélegation des Barreaux de France parmi les appels d'offres publiés au Journal officiel de l'Union européenne série S.

Il est possible de consulter en amont, avant la publication des appels d'offres, les programmes d'aide extérieure financés par la Commission européenne sur le site de la Représentation permanente de la France à Bruxelles : <http://www.rpfrance.org/cec/homecec.htm>.

## FRANCE

### SEM Ville renouvelée / Services de conseils juridiques (14 septembre)

La Société d'économie mixte (SEM) Ville renouvelée a publié, le 14 septembre dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment, pour objet la prestation de services de conseils juridiques (*réf. 2013/S 179-309317, JOUE S179 du 14 septembre 2013*). Le marché porte, notamment, sur la prestation de conseils d'experts pour l'ensemble des domaines concernés par l'activité de la SEM et des opérations qu'elle réalise, ainsi que sur des prestations de services de gestion et d'assistance dans la négociation et la finalisation de ses contrats d'assurances. La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **21 octobre 2013 à 17h**. (JL)

## ETATS MEMBRES DE L'UE (HORS FRANCE)

### Allemagne / Fraunhofer Gesellschaft e. V. / Services de documentation et de certification juridiques (18 septembre)

Fraunhofer Gesellschaft e. V. a publié, le 18 septembre dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services de documentation et de certification juridiques (*réf. 2013/S 181-312516, JOUE S181 du 18 septembre 2013*). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **11 novembre 2013 à 23h59**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en allemand](#). (JL)

### Bulgarie / Ministerstvo na regionalnoto razvitiye / Services juridiques (13 septembre)

Ministerstvo na regionalnoto razvitiye a publié, le 13 septembre dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment, pour objet la prestation de services juridiques (*réf. 2013/S 178-307381, JOUE S178 du 13 septembre 2013*). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **22 octobre 2013 à 16h**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en bulgare](#). (JL)

### Finlande / Liikennevirasto / Services juridiques (17 septembre)

Liikennevirasto a publié, le 17 septembre dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment, pour objet la prestation de services juridiques (*réf. 2013/S 180-311065, JOUE S180 du 17 septembre 2013*). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **17 octobre 2013 à 12h**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en finnois](#). (JL)

### Irlande / Dublin Institute of Technology / Services juridiques (18 septembre)

Dublin Institute of Technology a publié, le 18 septembre dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services juridiques (*réf. 2013/S 181-312710, JOUE S181 du 18 septembre 2013*). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **8 octobre 2013 à 12h**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en anglais](#). (JL)

### Luxembourg / Centre des technologies de l'information de l'Etat / Services de conseils et d'information juridiques (17 septembre)

Le Centre des technologies de l'information de l'Etat a publié, le 17 septembre dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services de conseils et d'information juridiques (*réf. 2013/S 180-310957, JOUE S180 du 17 septembre 2013*). Le marché porte sur une mission d'assistance à la veille légale et réglementaire pour les besoins du portail citoyens Guichet.lu. La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **25 octobre 2013 à 9h**. (JL)

### Pologne / Główny Urząd Geodezji i Kartografii / Services de conseils et de représentation juridiques (14 septembre)

Główny Urząd Geodezji i Kartografii a publié, le 14 septembre dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment, pour objet la prestation de services de conseils et de représentation juridiques (*réf. 2013/S 179-309082, JOUE S179 du 14 septembre 2013*). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **22 octobre 2013 à 12h**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en polonais](#). (JL)

### Royaume-Uni / Coleraine Borough Council / Services de conseils et de représentation juridiques (14 septembre)

Coleraine Borough Council a publié, le 14 septembre dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment, pour objet la prestation de services de conseils et de représentation juridiques (*réf. 2013/S 179-309256, JOUE S179 du 14 septembre 2013*). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **28 octobre 2013 à 15h**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en anglais](#). (JL)

### Royaume-Uni / East Riding of Yorkshire / Services de conseils et d'information juridiques (17 septembre)

East Riding of Yorkshire a publié, le 17 septembre dernier, un [avis de marché](#) ayant, notamment, pour objet la prestation de services de conseils et d'information juridiques (*réf. 2013/S 180-311085, JOUE S180 du 17 septembre 2013*). La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **23 octobre 2013 à 12h**. De plus amples informations sont disponibles dans l'[avis de marché en anglais](#). (JL)

[Haut de page](#)



# Publications

## L'Observateur de Bruxelles



L'Observateur de Bruxelles, revue trimestrielle, vous permettra de vous tenir informé des derniers développements du droit de l'Union européenne.

**Notre dernière édition :**  
**Dossier spécial :**

**« Le droit européen de la protection des données »**

[Bulletin d'abonnement à L'Observateur de Bruxelles](#)

[Haut de page](#)

## NOS MANIFESTATIONS

### ENTRETIENS EUROPEENS

13 décembre 2013

#### Les derniers développements du droit européen de la concurrence

Programme à venir

Pour vous inscrire :

[valerie.haupert@dbfbruxelles.eu](mailto:valerie.haupert@dbfbruxelles.eu)

ou bien directement sur le site Internet de la Délégation des Barreaux de France :

<http://www.dbfbruxelles.eu/inscription.htm>

[Haut de page](#)

## AUTRES MANIFESTATIONS

**Vendredi 11 octobre 2013**  
**La pratique du divorce transfrontalier**  
**L'exemple franco-espagnol**  
**Perpignan**  
**de 9h30 à 17h30**

Chambre de Commerce et d'Industrie des  
Pyrénées-Orientales  
Palais Consulaire  
Quai-de-Lattre-de-Tassigny  
66000 Perpignan

Participation aux frais par personne et inscriptions :

**Pour les Avocats :**

[formationcontinue@avocats-efacs.com](mailto:formationcontinue@avocats-efacs.com)

**Pour les Magistrats :**

[celine.caillard@justice.fr](mailto:celine.caillard@justice.fr)

**Pour les Huissiers :**

[cdhdj66@wanadoo.fr](mailto:cdhdj66@wanadoo.fr)

**Pour les Notaires :**

[chambre-notaires-66@notaires.fr](mailto:chambre-notaires-66@notaires.fr)

Programme en ligne : cliquer [ICI](#)



[Haut de page](#)

## Recevoir gratuitement L'Europe en Bref

Merci de nous faire parvenir vos coordonnées électroniques à l'adresse suivante :  
[valerie.haupt@dbfbruxelles.eu](mailto:valerie.haupt@dbfbruxelles.eu).

« L'Europe en Bref » est aussi disponible en allemand et en espagnol. Ces versions sont adaptées à l'actualité du droit de l'Union européenne et national de ces pays. Vous pouvez les obtenir sur simple demande auprès du DeutscherAnwaltverein ([bruessel@eu.anwaltverein.de](mailto:bruessel@eu.anwaltverein.de)) ou bien directement sur le site Internet : [Europa im Überblick](#) et du Consejo General de la Abogacía española ([bruselas@abogacia.es](mailto:bruselas@abogacia.es)).

### Equipe rédactionnelle :

Jean Jacques **FORRER**, Président, Hélène **BIAIS**, Avocate au Barreau de Paris établie à Bruxelles,  
Lucie **CREYSSELS**, Avocate au Barreau de Paris et Marie **FORGEOIS**, Avocate au Barreau de Paris  
Sébastien **BLANCHARD** et Anne-Gabrielle **HAIE**, Juristes,  
Simon **ENGLEBERT** et Josquin **LEGRAND**, Elèves-avocats.

### Conception :

Valérie **HAUPERT**



© DELEGATION DES BARREUX DE FRANCE – AISBL – L'EUROPE EN BREF N°683 – 19/09/2013  
Tél : 0032 2 230 83 31 – Fax : 0032 2 230 62 77 – [dbf@dbfbruxelles.eu](mailto:dbf@dbfbruxelles.eu) – [www.dbfbruxelles.eu](http://www.dbfbruxelles.eu)